

# La vraie sanction contre le gouvernement Hollande-Medef, c'est dans la rue et dans la grève qu'il faut l'infliger

La gauche a pris une énorme claque et l'UMP fanfaronne. Mais la droite n'a fait que rassembler son électorat traditionnel. Ses succès s'appuient sur un taux d'abstention record, surtout dans les quartiers populaires, qui reflète le dégoût envers ces politiciens de gauche qui mènent la politique du patronat.

## Le Front National surfe sur le ras-le-bol des classes populaires

Ras-le-bol de la gauche et de la droite qui se relaient au pouvoir au service du Medef. Mais ceux qui ont cru exprimer un rejet du système en votant FN se trompent lourdement. Marine le Pen l'a martelé : son parti postule à être une « troisième force » capable de gouverner pour le compte de la bourgeoisie. Son objectif est de démontrer que les nouveaux maires d'extrême-droite sont aussi capables que les socialistes et l'UMP de « gérer » des municipalités. Au programme : baisses d'impôts pour les plus riches, subventions au patronat et services publics à la diète. Pour la nouveauté, on repassera.

Reste sa démagogie nationaliste, sécuritaire et anti-immigré, cette façon abjecte de détourner la colère des classes populaires afin de monter les uns contre les autres au plus grand bénéfice du patronat.

Mais même cela, le FN n'en a plus le monopole. Manuel Valls se vante d'expulser plus de travailleurs sans-papiers que Sarkozy. Il envoie sa police contre les bidonvilles Roms et excite le racisme contre cette population pauvre parmi les pauvres. Il continue d'expulser de jeunes lycéens étrangers, même si régulièrement les mobilisations de leurs camarades de classe le forcent à reculer.

Voir encore des politiciens de gauche appeler à « faire barrage » au Front national en votant gentiment pour eux tourne au ridicule. Loin de combattre les idées du FN, ils les appliquent !

**Ce que les grands patrons et les actionnaires décident, le gouvernement, qu'il soit de gauche, de droite, ou même d'extrême-droite, l'applique.**

## Un remaniement qui ne change rien

Malgré la sanction électorale et avec Valls au lieu d'Ayrault comme premier ministre, le gouvernement continuera sur sa lancée du pacte de responsabilité : prendre aux pauvres pour donner aux riches.

35 milliards de cadeaux au patronat et de belles promesses sur l'emploi et le pouvoir d'achat. 50 milliards d'économies à ponctionner sur les prestations sociales et les services publics. Les ministres, nouveaux et anciens, ont cyniquement promis un effort de « pédagogie », mais la pilule sera dure à faire avaler. Car la preuve est faite mois après mois que cette politique patronale ne fait qu'accroître le chômage et parallèlement les profits du CAC 40.

Les Verts, Jean-Luc Mélenchon du Parti de Gauche et Pierre Laurent du Parti Communiste, chacun à leur manière, ont demandé au gouvernement de « changer de cap ». Autant demander à un bouc de faire du lait. Ces politiciens de gauche le savent très bien. C'est uniquement en vue des prochaines élections européennes qu'ils se démarquent un peu d'un PS en perdition.

## De l'isoloir aux luttes d'ensemble

**L'opposition véritable à ce gouvernement et à sa politique patronale ne peut venir que des travailleurs et des chômeurs.**

Pas éparpillés dans les isoloirs, seuls face à des faux choix. Mais ensemble, dans la rue et dans la grève, pour mettre un coup d'arrêt à l'offensive du pacte de responsabilité et imposer les seules mesures qui les protégeraient dans la crise : l'interdiction des licenciements et des suppressions de postes, le partage du travail entre tous sans perte de salaire, l'augmentation des salaires et des minima sociaux.

Ce ne sera pas alors l'abstention populaire mais la participation que les politiciens de gauche, de droite, d'extrême droite et les grands patrons qu'ils servent auront à craindre !

### Après le Technocentre, le Technomade

Conséquence des réorganisations et de l'arrivée des collègues de Rueil : 4300 salariés du TCR vont devoir déménager entre le 25 avril et le 27 juin, par vague de 350 à 500 par semaine. La direction en profite au passage pour rogner encore sur les surfaces de travail, en échange de l'augmentation du nombre de boquettes. Un beau bazar en perspective.

### Comme à la cantine

La direction veut mettre en œuvre une nouvelle organisation de la fonction RH en juin. L'objectif est de passer de 1,65 à 1,3 RH pour 100 salariés. Alors que le nombre de salariés diminue, les deux effets cumulés vont entraîner de nombreuses réductions de postes dans cette direction.

Il n'y aurait que du positif dans cette réorg selon la direction, qui souhaite « *réaffirmer le rôle RH du manager et repositionner le collaborateur comme acteur de son développement* », avec le développement des « *Self-service RH* ». Traduire : débrouille-toi tout seul.

### Ça sert à quoi d'avoir fait Centrale !?

25 à 30 % de perte de salaire : c'est qu'indique encore la fiche de paie de mars des salariés Renault de la Centrale du TCR qui ont été mutés en janvier pour cause d'externalisation de leur activité. La direction fait semblant de compatir et joue la montre. Il va falloir taper du poing sur la table.

### Des augmentations pour tous et pAKKA par cas

Le 21 mars, des collègues prestataires d'AKKA étaient en grève pour la 3<sup>ème</sup> fois contre la baisse de leurs frais de mission (de 200 à 900 € par mois). Ils ont manifesté devant le siège d'AKKA à Boulogne. Face à la grogne, la direction d'AKKA propose à certains des arrangements individuels, qui sont loin de compenser les pertes : dérogations sur les remboursements, petite augmentation de salaire... Elle recule un peu suite aux actions collectives. La preuve que c'est dans ce sens-là qu'il faut continuer.

### GIE : comme un air de déjà-vu

La mise en place, prévue par l'accord compétitivité, de deux pôles de production Renault en France va s'accompagner, pour le pôle Nord-Est, de la création d'un Groupement d'Intérêt Economique (GIE) entre Renault sas, Douai, SOVAB, MCA et STA.

Ce GIE regroupera toutes les fonctions support de ce pôle qui seront mutualisées : Contrôle de gestion, Compta, Achats, Qualité, Maintenance, Performance-SPR, RH, Com', Informatique, Ingénierie décentralisée Véhicule... Soit 520 salariés.

La création d'un GIE Renault-Vestalia en Ile-de-France avait été une étape vers l'externalisation par lot des fonctions support. C'est ce qui attend aussi les salariés des fonctions support du Pôle Nord Est ?

### L'intérim : un métier d'avenir

Un *Forum Métiers Tertiaire* est organisé au Plessis-Robinson avec des cabinets de recrutement et... Manpower. Renault supprime des postes dans le tertiaire mais l'intérim recrute : tout un symbole !

### PEI Lardy et Technocentre : tous ensemble

Les salariés de PEI qui font le nettoyage à Renault Lardy sont en grève depuis 12 jours contre la menace de licenciement de deux d'entre eux et la dégradation de leurs conditions de travail. Ils étaient vendredi dernier à Guyancourt pour une collecte de soutien.

Au Technocentre, les 130 salariés de PEI subissent les mêmes conditions de travail et les mêmes méthodes de management. Une salariée PEI du TCR, qui contestait ses conditions de travail, a récemment été licenciée sous de faux prétextes. Des chefs font régner la terreur. Ça ne peut plus durer.

### Les empoisonneurs

Sept salariés de l'atelier Découpe plasma de Renault Flins sont en grève depuis jeudi 13 mars. Ils demandent l'abandon d'un produit utilisé depuis sept ans pour la découpe : le plasmarc, qui est cancérigène et interdit par nombre d'États.

Les salariés se plaignent de maux de tête, de fortes irritations dans la gorge. Le soir, leur toux s'accompagne de crachats complètement noirs. Mais pour la direction, il n'y aurait pas de « *danger avéré* » car le procédé serait seulement « *cancérigène probable* ». Elle a même menacé de délocaliser la découpe si les salariés persistaient dans leur grève. Pour empoisonner ailleurs plus tranquillement ?

### Inquiétude pour l'emploi en Roumanie

Début mars, à l'appel du syndicat SAD de Dacia, plusieurs milliers de salariés de Pitesti ont manifesté pour réclamer la construction d'une autoroute qui permettrait de réduire les délais et les coûts d'exportation vers l'Europe de l'Ouest. Une revendication qui est soutenue par le directeur de Dacia. Le SAD demande aussi une modification du code du travail pour limiter le recours aux CDD.

Une façon de détourner l'inquiétude des salariés contre les autorités roumaines, alors que c'est Renault qui met en concurrence Pitesti avec Tanger, et Dacia qui recourt massivement à des CDD.

### Une grève qui n'est pas pour la galerie

Les 58 salariés de Bozal dans la Marne, qui produit des galeries de toit pour Renault et PSA, sont en grève. L'entreprise est en liquidation judiciaire, suite à une baisse des commandes. Les salariés revendiquent 40 000 € de prime. Leur menace de mettre le feu à l'usine a provoqué l'ouverture de négociations. Mais les principaux responsables, Renault et PSA, sont aux abonnés absents.